

certaines allusions litigieuses à la situation au Moyen-Orient, notamment aux prétendus liens "sionisme-racisme". (Voir également Afrique).

Moyen-Orient

Malgré la signature des accords de Camp David entre Israël et l'Égypte, l'Assemblée générale a adopté treize résolutions sur le Moyen-Orient qui sont presque un calque de celles des années précédentes. La plupart du temps, les débats étaient virulents et n'étaient guère propices à une action positive. Le Canada a voté en faveur de quatre résolutions, s'est opposé à six d'entre elles et s'est abstenu sur trois autres.

Le Canada a constamment appuyé les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, adoptées en 1967 et 1973 respectivement, les considérant comme le point de départ de négociations pouvant aboutir à un règlement pacifique des conflits en question. Le Canada a fort bien accueilli l'initiative du président Carter qui a réuni à Camp David les chefs de gouvernement d'Israël et de l'Égypte, et a appuyé les accords qui y ont été conclus.

Le Conseil de sécurité a créé la Force intérimaire des Nations Unies au Liban à la suite de l'incursion israélienne au Liban en mars. Le Canada a détaché une unité de communicateurs auprès de cette Force. Le Conseil de sécurité a également prolongé le mandat de deux autres forces de maintien de la paix au Moyen-Orient. (Voir également Moyen-Orient.)

Chypre

La présence de soldats canadiens au sein de la Force des Nations Unies à Chypre (UNFICYP) reste la principale contribution du Canada à la cause de la paix à Chypre. Lors du débat à ce sujet à l'Assemblée générale, le Canada a réclamé des parties en présence qu'elles lui donnent de nouvelles assurances qu'elles désirent sincèrement la paix et s'efforcent résolument d'y parvenir, et a demandé instamment que reprennent dans les meilleurs délais les négociations entre les deux communautés, grâce aux bons offices du Secrétaire général.

En avril 1978, la communauté cyprïote turque a présenté au Secrétaire général des propositions constitutionnelles et territoriales qui ont été rejetées par les Cyprïotes grecs. En novembre, des propositions visant à faciliter la reprise des négociations entre les communautés ont été présentées aux partis en présence et au Secrétaire général. Le Canada a appuyé la résolution de l'Assemblée générale sur Chypre parce qu'elle insiste sur la nécessité de reprendre les négociations.